

[Traduction]

Sans budget ni prévisions budgétaires, comment veut-on que des parlementaires sérieux envisagent de consentir des crédits de 16 milliards de dollars pour l'an prochain? Je vois que la ministre d'État chargée des Finances (M^{me} McDougall) sourit. Je suis persuadé qu'à Bay Street on jongle avec de grosses sommes, mais quand on nous demande d'approuver des crédits de 16 milliards sans nous donner la moindre idée de l'utilisation que l'on compte en faire, je serais bien curieux de savoir ce que le leader du gouvernement à la Chambre (M. Hnatyshyn) ferait à notre place.

M. Hnatyshyn: Je le demanderais au député de Saint-Maurice (M. Chrétien).

M. Johnston: Je sais bien ce que le député me répondrait s'il en avait l'autorisation, sauf que, demain matin, il risquerait de se retrouver devant la porte du bureau du premier ministre.

Non seulement il n'y a pas de prévisions ni de budget, mais mes collègues et moi essayons encore de nous remettre des chiffres extraordinaires que nous a fournis le ministre des Finances dans son exposé financier d'il y a quelques semaines, qui était en réalité un mini-budget.

Nous n'envisagerons certainement pas d'accéder à pareille requête sans avoir au moins accès aux faits et aux données qui figurent dans un exposé financier d'après lequel le déficit prévu pour 1985-1986 augmenterait de 9.1 milliards de dollars en sus du montant prévu par les mêmes fonctionnaires pour le compte du prédécesseur du ministre des Finances en février dernier. Voilà un autre invité possible pour l'émission «That's Incredible». Il suffit de voir le programme de renouveau économique et les requêtes dont nous sommes saisis pour comprendre qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark.

Le ministre des Finances a accepté de comparaître devant le comité. Nous voulons qu'il vienne y témoigner le plus tôt possible, car nous avons besoin de ses explications. Nous voulons examiner les prévisions budgétaires et son budget final avant de songer à approuver une demande comme celle-ci. Il y a trop de questions auxquelles nous voulons des réponses. Nous voulons interroger le ministre et ses collaborateurs par suite de l'incompétence dont ils ont fait preuve en augmentant le déficit de 9.1 milliards de dollars en ce court laps de temps. Nous tenons à savoir si les chiffres présentés dans l'exposé économique de novembre sont plus crédibles que ceux de février dernier. Je pense que non.

Quelles raisons avons-nous de croire exacts les chiffres de novembre, qui sont sensés servir de base à cette demande inimaginable? Dans le document gouvernemental intitulé «Une nouvelle direction pour le Canada», lequel a été déposé à la Chambre, il n'y a rien qui justifie cette augmentation incroyable de 9.1 milliards.

Permettez-moi de reprendre les termes que ce document utilise pour justifier ce changement de prévisions. Il dit: «Les perspectives économiques sont moins brillantes pour 1984 et 1985». Je signalerai que dans le document qui a été présenté, la DNB réelle de 1985 a été prévue à un niveau marginalement inférieur à celui que le ministre des Finances avait fourni dans sa documentation antérieure. Il en va de même pour la croissance économique jusqu'à la fin de la décennie.

Ce n'est certainement pas la question de la croissance qui a créé ce déficit, car rien dans les chiffres ne le corrobore. Par

Pouvoir d'emprunt

exemple l'indice des prix à la consommation. L'IPC de 1984 est estimé à 4.5 p. 100 dans ce nouveau «programme». Il faut observer que lorsqu'on examine les augmentations de l'IPC de cette année, nous sommes passés de 119.6 comme point de départ à 123.2 pour la période de janvier à octobre. En taux annuel cela représente 3.61 p. 100. Voilà l'augmentation réelle des charges de l'État cette année. Avons-nous des chiffres gonflés pour les années à venir, en particulier pour l'année prochaine, qui portent ce déficit à 37 milliards comme nous semblons l'avoir pour l'année en cours? Ne convient-il pas d'avoir la réponse à ces questions fondamentales avant de signer le chèque de 16 milliards demandé par le gouvernement? Voyons un peu les autres données.

M. Fennell: Cela me rappelle quelque chose. Nous avons déjà entendu cet air-là.

M. Johnston: Je m'occuperai tantôt du député d'Ontario (M. Fennell).

Je dirai qu'il existe réellement un conflit d'intérêts au sein du gouvernement et du ministère des Finances. On observe une volonté évidente de gonfler le déficit afin de le faire paraître aussi déraisonnable que possible. Cela est voulu non seulement pour intimider et alarmer la population mais pour permettre au gouvernement de dire plus tard, lorsqu'on possédera les chiffres réels, qu'il a accompli une tâche magnifique.

J'ai ici un article dont je citerai plus tard des passages et que connaît probablement très bien la ministre d'État aux Finances. Il s'agit d'un article extraordinaire paru dans la livraison de décembre 1981 du magazine *The Atlantic Monthly* sous le titre suivant: «The Education of David Stockman». Les bonnes relations que nous avons vues s'établir entre Washington et le gouvernement actuel dépassent de loin les relations entre le premier ministre (M. Mulroney) et le président Reagan. Elles sembleraient remonter jusqu'à M. Stockman. Nous avons observé les techniques utilisées, les chiffres cités et les tentatives faites pour changer les chiffres dans les données. Nous avons vu comme on les a changés facilement. Nous avons observé cette manœuvre dont on a dit beaucoup de bien à l'époque. Il me semble y avoir un David Stockman dissimulé derrière la façade du ministère des Finances. Cet article recèle de très intéressants passages que je citerai au cours de mon intervention.

Je dis donc qu'il existe un vrai conflit d'intérêts, et je tiens les chiffres pour très suspects. Bien plus, nos soupçons sont fondés sur une preuve solide. Je me permettrai d'en porter certains éléments à l'attention de la ministre d'État aux Finances.

Nous savons que l'une des compressions budgétaires les plus retentissantes a été celle des 154 millions de dollars au ministère de la Défense nationale. La décision a, bien sûr, été prise tout de suite après les voyages du ministre à l'OTAN et à Washington où il avait déclaré que le gouvernement allait accroître le budget de la défense. J'ai le sentiment, je suis tenté de le dire, que le ministre de la Défense nationale (M. Coates) est maintenant considéré par ses collègues de l'OTAN comme le ministre du réarmement verbal car c'est tout ce que nous avons entendu de sa part jusqu'à présent. Lorsqu'on l'a interrogé à la Chambre au sujet de la coupure de 154 millions de dollars, le ministre a déclaré ceci, comme on peut le voir à la page 340 du *hansard* du 19 novembre 1984: